



Strasbourg, 25 mars 2022

T-PD-BUR(2022)55RAPAbrFR

**BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION
POUR LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU
TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

(Convention 108)

55^{ème} réunion du Bureau

Paris, 23 – 25 mars 2022

RAPPORT ABRÉGÉ

www.coe.int/dataprotection

- Point 1 **Ouverture de la réunion¹**
- Point 2 **Adoption de l'ordre du jour**
Le Bureau a adopté l'ordre du jour.
- Point 3 **Communication de la Présidente**
Le Bureau a pris note des informations communiquées par la Présidente.
- Point 4 **Communication du Secrétariat**
Le Bureau a pris note des informations communiquées par le Secrétariat.
- Point 5 **Convention 108+, point de situation**
Le Bureau a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur l'état actuel des signatures et des ratifications du Protocole amendant la Convention 108 (STE No. 223, ci-après Convention 108+) : 44 signatures dont 17 ratifications. Depuis la dernière réunion du Bureau, l'Arménie et la Roumanie ont déposé leurs instruments de ratification du Protocole d'Amendement STENo.223, et l'Albanie l'a signé.
- Le Bureau a pris note des informations communiquées par la ministre de la Justice et de la Paix du Costa Rica, l'expert et le Secrétariat relatives aux derniers développements concernant la demande d'accession du Costa Rica. Le Bureau a salué l'annonce de la conclusion attendue du processus législatif costaricain concernant le projet de loi mettant à jour la législation en matière de protection des données. L'échange de vues a fait apparaître qu'un certain nombre d'éléments techniques de clarification concernant le système de protection des données du Costa Rica sont encore attendus de la part des autorités costaricaines afin de finaliser l'avis du Comité sur la demande d'adhésion. A réception et analyse de ces éléments, le texte du projet d'avis sera mis à jour et circulé pour observations écrites et discussion lors de prochaines réunions.
- Point 6 **Mécanisme d'évaluation et d'examen de la Convention 108+**
Le Bureau a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur le projet d'«Eléments de projet de Règlement intérieur relatif au mécanisme d'évaluation et d'examen de la Convention 108+ », a procédé à un échange de vues et a chargé le Secrétariat de mettre à jour le document en conséquence pour discussions lors de prochaines réunions. Il a également chargé le Secrétariat de préparer une présentation, pour la réunion plénière de juin, reflétant la discussion lors du Bureau sur les implications d'une potentielle phase de test.
- Point 7 **Identité numérique**
Le Bureau a pris note des informations communiquées par l'expert sur l'état d'avancement des Lignes directrices sur l'identité numérique, a procédé à un échange de vues et a chargé le Secrétariat de réviser le texte en conséquence et circuler pour observations écrites en vue de sa finalisation et de son adoption lors de la réunion plénière de juin.
- Point 8 **Échanges interétatiques de données à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à des fins fiscales**
Le Bureau a pris note des informations communiquées par le rapporteur et le Secrétariat relatives au dernier projet de document, a procédé à un échange de vues et a chargé le Secrétariat, sous la direction du rapporteur, de recueillir d'autres observations écrites pour discussion lors de prochaines réunions, en se concentrant sur la partie AML/CFT qui est plus avancée, laissant la partie sur les échanges à des fins fiscales pour examen à un stade ultérieur.

¹ 82 participants au total, 46 femmes et 56 hommes

- Point 9 **Rapport sur le projet de note d'orientation sur l'article 11 de la Convention 108 modernisée**
Le Bureau a pris note des informations communiquées par la rapporteure, l'expert principal et le Secrétariat, a procédé à un échange de vues et a noté le large consensus sur l'importance stratégique du sujet. L'expert principal préparera un document d'orientation stratégique pour la réunion plénière de juin, définissant les étapes à aborder dans le processus.
- Point 10 **Les clauses contractuelles dans le contexte des flux transfrontaliers de donnée**
Le Bureau a pris note des informations communiquées par la rapporteure, l'expert et le Secrétariat, a procédé à un échange de vues et a chargé le Secrétariat, sous la direction de la rapporteure, de recueillir d'autres observations écrites pour discussion lors de prochaines réunions.
- Point 11 **Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe**
Le Bureau a pris note de la récente audition de la Présidente du T-PD par la Commission Culture, Sciences, Education et Media de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux applications de traçage de contact, ainsi que de sa participation à la première réunion (lancement) de nouveau Comité d'experts sur l'Intégrité et l'Information en ligne (MSI-INF) sous la supervision du CDMSI et a fait part de son habituelle disponibilité à contribuer au travail du nouveau Comité étant donné la transversalité du domaine concerné. Il a également procédé à un échange de vues avec Mme Laurence Lwoff, Secrétaire du DH-BIO notamment dans ses activités en matière d'intelligence artificielle et biomédecine ainsi que dans le domaine génomique, y compris l'événement de novembre prochain dédié à cette question. Enfin le Bureau a pris note des informations fournies par le Secrétariat sur les derniers développements concernant le CAI (qui tiendra sa première réunion plénière en avril et à laquelle assistera la Première vice-Présidente du T-PD), les travaux du CDMSI, et ceux de la Convention de Tromsø.
- Point 12 **Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs dans le domaine de la protection des données**
Le Bureau a pris notes des informations fournies par la Présidente du T-PD et du Secrétariat concernant la Conférence organisée sous les auspices de la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 28 janvier afin de promouvoir la « Convention 108+ comme norme universelle de protection de la vie privée, permettant l'établissement d'une zone de libre flux des données tout en préservant la dignité humaine ». A cet égard, le Bureau a proposé d'avoir un tour de table lors de la réunion plénière de juin demandant aux membres du T-PD de présenter brièvement l'état des procédures de signature/ratification en cours dans leur pays respectif dans le but d'identifier l'assistance éventuelle qui pourrait être fournie afin de stimuler le processus. Le Bureau a également pris note des informations fournies par le Secrétariat dans ses contributions à la réunion du 2022 Digital Partnership, et de la réunion de l'International Association of Privacy Professionals Intensive en France.
- Point 13 **Observateurs**
Le Bureau a pris note de la lettre envoyée par l'Organisation des Etats Américains (OEA) demandant à être invitée à participer aux travaux du Comité. Les informations pertinentes ont été transmises par le Secrétariat sur la procédure à suivre en vertu de l'article 4 bis du Règlement intérieur. Cette question sera portée à l'ordre du jour de la réunion plénière de juin. Le Bureau a également pris note des derniers développements et activités concernant le travail du CICR et de l'AFPDP dans le domaine de la protection des données et du respect de la vie privée.

- Point 14 **Prochaines réunions en 2022**
Le Bureau a confirmé les dates des prochaines réunions plénières du 15 au 17 juin et du 16 au 18 novembre, ainsi que des prochaines réunions du Bureau, du 21 au 23 septembre et du 14 au 16 décembre.
- Point 15 **Prix Stefano Rodotà**
Le Bureau a pris note des informations communiquées par le Secrétariat et l'a chargé d'inviter les deux lauréates à faire une présentation de leurs travaux à la prochaine réunion plénière.
- Point 16 **Commissaire à la Protection des Données**
Le bureau a pris note des informations fournies par le Commissaire à la Protection de données quant à sa dernière visite au Conseil de l'Europe en février 2022 et quant à l'état d'avancement du projet de nouveau Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données personnelles par le Comité des Ministres (qui doit remplacer le règlement du Secrétaire Général du 17 avril 1989 instituant un système de protection des données à caractère personnel au Conseil de l'Europe). La Présidente a informé le Bureau que le Directeur Général de l'Administration du Conseil de l'Europe lui avait adressé une demande formelle d'opinion du Bureau conformément à l'article 10 bis § 3 (b) de son règlement intérieur, d'ici le 20 avril 2022 afin de pouvoir l'inclure dans l'ordre du jour des travaux du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en mai 2022. Le Bureau a accepté cette demande.
- Point 17 **Questions diverses**
Le Bureau a pris notes des informations fournies par le Secrétariat concernant les prochaines élections au Bureau qui auront lieu lors de la réunion plénière de novembre 2022. Le Secrétariat préparera une note sur la procédure dans la perspective de la réunion plénière de juin.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2020)RAP42Abr <i>Pro memoria</i>	Rapport abrégé de la 42 ^{ème} Réunion plénière (17-19 novembre 2021)
T-PD(2021)54RAP <i>Pro memoria</i>	Rapport abrégé de la 54 ^{ème} Réunion du Bureau (20-21 décembre 2021)
T-PD(2021)WP2022-2025	Programme de travail du Comité 2022-2025
T-PD(2017)Regl <i>Pro memoria</i>	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication de la Présidente
	4. Communication du Secrétariat
	5. Convention 108 +, état des lieux
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
<ul style="list-style-type: none">- Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108- Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108- Protocole d'amendement	<ul style="list-style-type: none">• Convention 108+ : état des signatures et ratifications• Convention 108 : état des signatures et ratifications
T-PD(2020)08rev Rapport d'expert Costa-Rica	Costa Rica Expert: M. Franck Dumortier, Senior consultant, droit de la cybersécurité <u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat, tiendra un échange de vues sur les derniers développements et décidera du suivi nécessaire.
	6. Mécanisme d'évaluation et d'examen de la Convention 108+
Mandat <i>Pro memoria</i>	Mandat du groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation et d'examen
T-PD(2021)9rev <i>Nouveau 14/03/2022</i>	Présentation du document par le secrétariat <u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat, tiendra un échange de vues sur le document ainsi

<p>T-PD(2021)9Mos Compilation de commentaires</p> <p>T-PD(2018)21rev11 T-PD(2018)20rev11</p>	<p>que sur les commentaires écrits reçus et décidera du suivi nécessaire.</p> <p>Pro memoria : Rapport d'expert sur le mécanisme d'évaluation et d'examen de la Convention 108+ : processus et raisonnement et Questionnaire</p>
<p>T-PD-BUR(2021)5 Note d'information sur les procédures des différents mécanismes de suivi (seulement en anglais) <i>Pro memoria</i></p>	<p>Document préparé par le Secrétariat</p>
	<p>7. Identité numérique</p>
<p>T-PD(2021)2rev5 <i>Nouveau 21/03/2022</i> (seulement en anglais)</p> <p>T-PD-BUR(2021)2rev4Mos Compilation de commentaires <i>Nouveau 14/03/2022</i></p>	<p>Expert : M. Pat Walshe, directeur de Privacy Matters</p> <p><u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et par le secrétariat et tiendra un échange de vues sur le Projet de lignes directrices, ainsi que sur les commentaires écrits reçus et décidera du suivi nécessaire.</p>
	<p>8. Échanges interétatiques de données à des fins de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et à des fins fiscales</p>
<p>T-PD(2021)8rev <i>Nouveau 21/03/2022</i> (seulement en anglais)</p> <p>T-PD(2021)8Mos Compilation de commentaires <i>Nouveau 09/03/2022</i></p> <p>T-PD(2021)4rev (seulement en anglais)</p> <p>T-PD(2014)05 <i>Pro memoria</i></p>	<p>Présentation par le rapporteur et le secrétariat</p> <p><u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note de la présentation par le rapporteur et par le secrétariat sur le projet des lignes directrices ainsi que sur les commentaires écrits reçus, tiendra un échange de vues et décidera du suivi nécessaire.</p>
	<p>9. Interprétation de l'article 11 de la Convention 108 modernisée</p>
<p>T-PD(2021)7</p>	<p>Présentation par le rapporteur et le secrétariat</p> <p><u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le rapporteur et le secrétariat, tiendra un échange de vues et décidera du suivi nécessaire.</p>

	10. Les clauses contractuelles dans le contexte des flux transfrontaliers de données
T-PD(2022)1rev <i>Nouveau 21/03/2022</i> (seulement en anglais) T-PD(2022)1Mos Compilation de commentaires T-PD(2021)10 Contrat-type -Flux transfrontalières des données Guide explicatifs des flux transfrontaliers EU – Les clauses contractuelles standards (seulement en anglais)	Expert : Pr. Pablo Palazzi, Directeur du Centre Technologies et Sociétés (CETyS) de l'Université de San Andrés <u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert, par le rapporteur et par le secrétariat sur le projet de document, tiendra un échange de vues et décidera du suivi nécessaire.
	11. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	12. Major developments and activities in the field of data protection
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	13. Observateurs
Liste des observateurs T-PD(2018)04Rev3 <i>Pro memoria</i>	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par les observateurs.
	14. Prochaines réunions
	Dates des prochaines réunions en 2022 <u>Réunions du Bureau</u> : 56 ^{ème} Réunion du Bureau : 21-23 septembre 2022 57 ^{ème} Réunion du Bureau : 14-16 décembre 2022 <u>Réunions plénières</u> : 43 ^{ème} Réunion Plénière : 15-17 juin 2022 44 ^{ème} Réunion Plénière : 16-18 novembre 2022

	15. Le prix de Stefano Rodotà
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	16. Commissaire à la Protection des Données
	<u>Action requise</u> : Le Bureau prendra note des informations fournies par le Commissaire.
	17. Questions diverses

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE BUREAU / MEMBRES DU BUREAU

ITALY / ITALIE

Alessandra Pierucci, (Chair / Présidente)

GEORGIA / GÉORGIE

Tamar Kaldani, (first Vice-Chair / première Vice-présidente)

SENEGAL / SÉNÉGAL

Awa Ndiaye, (second Vice-Chair / deuxième Vice-présidente), Présidente, Commission de Protection des données personnelles (CDP)

SWITZERLAND / SUISSE

Caroline Gloor Scheidegger, Cheffe du Domaine de direction Relations internationales, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT)

URUGUAY

Gonzalo Sosa Barreto, Data Protection Manager, the Executive Council of the URCDP , AGESIC

FORMER CHAIR / ANCIEN PRESIDENT

Jean-Philippe Walter

MEMBERS OF THE COMMITTEE / MEMBRES DU COMITÉ

ARGENTINA / ARGENTINE

Eduardo Cimato – representative/representant, Director of the National Directorate of Personal Data Protection, Access to Public Information Agency (AAIP)

Agustina Sirvén – deputy/suppléant, Legal advisor, Access to Public Information Agency (AAIP)

BULGARIA / BULGARIE

Hristo Alaminov, Head of International Cooperation and Project Management Department, Commission for personal data protection

Mariya Zlatkova, Senior Expert International Cooperation and Project Management Department, Commission for personal data protection

CABO VERDE / CAP VERT

Faustino Varela Monteiro, Président, Commission de protection des données (CNPD)

Jose Maria Pina, Membre, Commission de protection des données (CNPD)

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Jiří Maštálka – representative/representant, Lawyer, Office for Personal Data Protection

FINLAND / FINLANDE

Virpi Koivu – representative/representant, Senior Ministerial Adviser, Department for Democracy and Public Law, EU Law and Data Protection, Ministry of Justice

FRANCE

Vincent Filhol – representative/représentant, Magistrat, Chargé de mission pour les affaires civiles et pénales internationales auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Najma Bichara - deputy/suppléant

Service des Affaires européennes et internationales, Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)

GERMANY / ALLEMAGNE

Stefan Niederer, Senior Data Protection Officer, Division 14 – European and International Affairs, Office of the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information

IRELAND / IRLANDE

Sean O'Shea – deputy/suppléant, Administrative Officer, Department of Justice, Civil Justice and Equality Legislation, Regulation and Reform

Michael X. Kearney, Department of Justice, Civil Justice and Equality Legislation, Regulation and Reform

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Victoria Muntean – representative/représentant, Deputy Director, National Center for Personal Data Protection

Angela Colomiicenco - deputy/suppléant Interim Head of Legal Division, National Center for Personal Data Protection

MEXICO / MEXIQUE

Francisco Javier Acuña Llamas – deputy/suppléant, Commissioner, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Laura Sofía Gómez Madrigal, Director General for International Affairs, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Stefania Natalia Ávila Justiniana, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Daniela Elliot Dávalos Casanova, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

Miriam Josefina Padilla Espinosa, National Institute of Transparency, of Access to Information and Data Protection (INAI)

MOROCCO / MAROC

Salwa Dchieche, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Amine Kabbaj, Chargé de mission, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Mouna Lafrem, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Fatima Zahrae Lebied, Cadre, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

POLAND / POLOGNE

Iwona Piórkowska-Kapica – deputy/suppléant, Senior Specialist, International Relations and Education Department, Personal Data Protection Office (UODO)

PORTUGAL

Inês Oliveira – representative/representant, Legislative Policy Consultant, Data Protection Officer, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice

SERBIA / SERBIE

Gordana Mohorović – representative/représentant, Assistant Secretary General, Office of the Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Angela Sobolčiaková – adviser/conseiller, Department of Legal Services, The Office for Personal Data Protection

SPAIN / ESPAGNE

Pablo Manuel Mateos Gascueña – representative/representant, Data Protection Sub-inspector, International Division, Spanish Agency of Data Protection

Enrique Factor Santoveña, Data Protection Agency (AEPD)

TURKEY / TURQUIE

Demet Arslaner Keklikkırın – representative/représentant, Head of Department for Legal Affairs, Personal Data Protection Authority

Tuba Kendir Tunali – deputy/suppléant, Head of Department for Examination, Personal Data Protection Authority

Meryem Tatlier Baş – adviser/conseiller, Personal Data Protection Expert, Personal Data Protection Authority

Göksu Hazar Erdiñç – adviser/conseiller, Personal Data Protection Expert Personal Data Protection Authority

UNITED KINGDOM AND THE BRITISH OVERSEAS TERRITORIES / ROYAUME-UNI ET TERRITOIRES BRITANNIQUES D’OUTRE MER

Roxana Legezynska – representative/représentant, International Data Strategy and Engagement Team,, Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

Rebecca Stewart – deputy/suppléant, International Data Free Flows and Trade, International Data Unit, Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

Blandine Cassou-Mounat – adviser/conseiller, Principal Policy Adviser – International Regulatory Cooperation Directorate, Information Commissioner’s Office (ICO)

Kate Range, Head of Legal Services, Information Commissioner’s Office (ICO)

Henry Osborne, Policy Advisor, National Security and Law Enforcement, Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS)

OBSERVERS / OBSERVATEURS

BRAZIL / BRÉSIL

Virgínia de Melo Dantas Trinks, Technical Advisor, National Data Protection Authority

Matheus Knispel da Costa, Advisor to the Division for Technology Promotion II, Ministry of Foreign Affairs

Juliana Muller Reis Jorge, General Coordinator of Institutional and International Relations

George Neves Lodder, Federal Prosecutor

COMMISSIONER OF DATA PROTECTION, ABU DHABI GLOBAL MARKET (ADGM) / COMMISSAIRE DE LA PROTECTION DES DONNÉES, MARCHÉ MONDIAL D'ABOU DHABI (ADGM)

Sami Mohammed, Commissioner of Data Protection

Sayid Madar, Head of Operations, Office of Data Protection Commissioner

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPÉENNE

Manuel García Sánchez, Policy Officer, International Data Flows and Protection, DG Justice and Consumers

Ralf Sauer, Deputy Head of Unit, International Data Flows and Protection, DG Justice and Consumers

Alisa Vekeman, International Data Flows and Protection, DG Justice and Consumers

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)

Claire-Agnès Marnier, Legal Officer

Elora Fernandes, Trainee

Olivier Matter, Legal & Policy Officer

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Marine Revel, Chargée de mission

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC)

Luca Bettoni, Legal Advisor, Data Protection Office

Massimo Marelli, Head of Data Protection Office

JAPAN / JAPON

Toshihiko Osawa, Director, Personal Information Protection Commission, Japan

THE PHILIPPINES / LES PHILIPPINES

Frances Aira G. Sy, Attorney III, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

Erwin D. Espenilla, Head Executive Assistant, Office of the Privacy Commissioner, National Privacy Commission

Natassia L. Fortea, Attorney III, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission, Pasay City, Metro Manila

Erlaine Vanessa D. Lumanog, Attorney IV, Policy Review Division, Privacy Policy Office, National Privacy Commission

REPUBLIC OF KOREA / RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Euna Choi, Deputy General Researcher, Korea Internet & Security Agency (KISA)

Sooyoun Choung, Korea Internet & Security Agency (KISA)

INVITED GUESTS / INVITÉS

COSTA RICA

Fiorella Salazar Rojas, the Minister of Justice and Peace

Gidget Ramirez Hernandez, Ministerial Office, Ministry of Justice and Peace

EXPERTS

Joe Cannataci, Chef du Département de la Politique d'information et de la Gouvernance, Faculty of Media & Knowledge Sciences, Université de Malte

Franck Dumortier, Senior Consultant, Cybersecurity-Law

Pablo Palazzi, Director of the Center of Technology and Society (CETyS) of the University of San Andrés

Pat Walshe, Director, Privacy Matters

**COUNCIL OF EUROPE BODIES AND SECRETARIAT /
ORGANES ET SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Directorate General Human Rights and Rule of Law /
Direction générale Droits de l'Homme et État de droit (DG I)**

**Human Rights Directorate / Direction des droits de l'Homme
Human Rights Policy and Co-operation Department / Service des politiques et de la coopération
en matière de droits de l'Homme
Committee on Bioethics / Comité de Bioéthique (DH-BIO)**

Laurence Lwoff, Head of Bioethics Unit/Chef de l'Unité Bioéthique

**Directorate - Information Society and Action against Crime /
Direction - société de l'information et lutte contre la criminalité**

**Action against Crime Department / Service de la lutte contre la criminalité
Committee of Experts on the Evaluation of Anti-Money Laundering Measures and the Financing of
Terrorism / Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des
capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL)**

Daniil Burda, Administrator / Administrateur

Lorena Ungureanu, Project Assistant / Assistante de projet

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrick Penninckx, Head of Department / Chef de Service

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Isabelle Servoz-Gallucci, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant / Assistante administrative principale

Bohumila Ottova, Assistant / Assistante

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Léa Ouedraogo
Roopa Sukthankar